

Réflexions

L'heure du grand débat pour les médias suisses

Par Patrick-Yves Badillo Mis à jour le 03.03.2017

Pour les médias suisses, c'est l'heure du grand débat! La télévision publique est en attente des prochaines votations et décisions politiques. L'initiative «No Billag», si elle était acceptée, remettrait en cause le cœur du financement de la SSR. Les recettes publicitaires de la SSR sont également menacées. Par ailleurs, la presse poursuit sa descente aux enfers: avec l'érosion du lectorat et surtout l'effondrement de ses recettes publicitaires.

La fin des médias suisses paraît impossible et pourtant sa probabilité «objective» devient de plus en plus élevée. Dans quelques années, nous pourrions avoir des écrans multiples avec Netflix, du streaming, des chaînes YouTube et nombre de programmes étrangers. Comment serait retransmise la finale de l'Open d'Australie? Verrions-nous Federer sur France Télévisions, ou des chaînes cryptées?

La multitude d'informations biaisées, tronquées, les fake news et la sublime post-vérité, ou encore les vérités alternatives, toutes auréolées de la beauté des réseaux sociaux, suffiraient-elles à animer une vie sociale, collective, empreinte de responsabilité?

Certainement pas. Car l'information sera plus que jamais abondante et, paradoxalement, plus que jamais fragilisée. Comment trouver une information non polluée dans un océan de détritiques? Sans faire l'apologie du service public, il constitue une partie incontournable de la réponse. L'information a une dimension de service public qui doit être mise à disposition du citoyen. Aussi bien en presse écrite qu'en télévision.

La rentabilité sociale d'un tel service public est évidente: nombre d'informations en santé, éducation et politique ont un irrépressible besoin des relais médiatiques traditionnels... L'urgence est donc de définir les conditions d'une aide publique, comme vecteur démocratique.

* Professeur, Medi@LAB-UNIGE (TDG)

Créé: 02.03.2017, 22h40

© Tamedia Publication Romande SA